



Déclaration de la FNEC-FP-FO CSA du 26 août 2026

La rentrée scolaire s'annonçait déjà chaotique avec les milliers de suppressions de postes et de classes et la dégradation continue des conditions de travail liée aux contre-réformes... les systèmes informatiques du ministère viennent à nouveau d'être piratés, provoquant l'inquiétude et la colère des personnels qui paient les conséquences de cette situation.

Dans plusieurs académies, plus aucune application ne fonctionne : messageries professionnelles, outils de gestion des personnels et des élèves... Le versement des salaires pourra-t-il être assuré normalement ? Dans quelles conditions vont être affectés les personnels remplaçants, les contractuels ? Quelle est l'ampleur exacte de la fuite des données personnelles ? Qu'en est-il dans le 37 ?

Le ministère ne pouvait ignorer l'ampleur de la menace ! La succession des cyberattaques ayant frappé les systèmes d'information de l'Éducation nationale depuis le début de l'année 2026, en mars, avril, juillet, culminant mi-août avec la fuite massive de plus de 346 millions de lignes de données brutes issues de 33 académies et couvrant jusqu'à 20 ans d'archives, n'est plus un incident isolé mais le signe d'une inacceptable défaillance structurelle de la capacité du ministère à garantir la sécurité des données qu'il collecte, tant pour ses agents que pour les familles et les élèves. Il ne s'agit pas d'un manque d'anticipation, mais de choix politiques de la part d'un gouvernement qui a fait voter une augmentation des dépenses militaires de 40 milliards cette année, mais qui est incapable de donner à nos agences de lutte contre la cybercriminalité les moyens nécessaires. C'est ce même gouvernement qui a laissé les personnels sans moyens face à la canicule au mois de juin, le même qui a laissé les incendies ravager la Gironde cet été !

Notre organisation syndicale avait, par ailleurs, raison d'alerter sur les canicules et sur les conséquences dramatiques liées aux fortes chaleurs. Au-delà des conditions climatiques ayant favorisé ou aggravant le déclenchement et la progression du feu, nous récusons toute fatalité dans cette situation et nous pointons les responsabilités des gouvernements successifs du président Macron qui ont privé la sécurité civile des moyens nécessaires à la protection de la population et ont durement réprimé les mobilisations des pompiers réclamant ces moyens,

préférant consacrer des dizaines de milliards d'euros à l'aide aux entreprises et aux dépenses d'armement, comme le gouvernement Lecornu qui *« a fait le choix d'avoir une flotte de 178 avions de chasse « rafale » d'ici 2030, (225 d'ici 2035) et d'un nouveau porte-avion estimé à plus de 12 milliards d'euros et nous explique qu'il n'y a pas de moyens pour des bombardiers d'eau.... »*. Nous revenons, aussi, ici sur l'état de santé des personnels suite à ces différentes vagues de canicule. Plus de 7000 morts pour l'instant recensés pour les seules canicules de juillet et celle de début août. L'année scolaire dernière s'était terminée de façon chaotique exposant les personnels et les élèves à des températures insupportables, provoquant de nombreux malaises dans les établissements. Quid de cette rentrée scolaire pour nos collègues déjà tant éprouvés par les chaleurs de cet été ? Quelles mesures ont été prises pour la garantir la santé et sécurité des personnels et des élèves depuis ? Nous ferons, également, le lien avec la journée de solidarité que vous tentez d'imposer pendant les congés d'été aux personnels. Aucun moyen supplémentaire n'a été déployé depuis la canicule de 2003 et l'instauration de cette journée de travail gratuit ; pire encore tout a été démantelé par les gouvernements successifs ! Nos collègues, déjà plus qu'inquiets en cette rentrée, notamment face aux nombreuses fermetures de classes et à une politique d'inclusion systématique et forcée, subissent le budget de guerre de Macron. Tout au long de l'année, ils multiplient les heures supplémentaires (réunions, entretiens...) alors même que leur salaire est gelé et que l'inflation continue de galoper ! Nous demandons qu'aucune pression ne soit exercée concernant cette journée comme ce fut le cas jusqu'à présent dans notre département.

La colère est palpable ! Vous avez pu le constater jusqu'à la dernière semaine de juillet avec la très forte mobilisation de l'école de Daumain à Monts que notre organisation syndicale a soutenue et soutient encore aujourd'hui. Les personnels et les parents d'élève refusent le sacrifice de l'Ecole publique au profit du budget de guerre ! Ils ont raison ! Face à ce gouvernement qui met littéralement en danger la population, en détruisant tous les services publics au profit des dépenses d'armement, notre organisation appelle les personnels à se réunir dès la prérentrée pour poser les revendications et décider des moyens d'actions: "pas de moyens, pas de rentrée !"

De l'argent pour l'Ecole publique, pas pour la guerre !